

**Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation**

**Procès-verbal de la réunion - 26 janvier 2015**

**Barcelone - Espagne**

Résumé:

- Projet d'ordre du jour:
  - \* Echange de vues sur "L'amélioration et le renforcement de la coopération avec le Secrétariat de l'UpM"
  - \* L'aspect économique de la migration
  - \* La protection et la promotion des investissements en Méditerranée
  
- Ali ERÇOŞKUN (Turquie) a présidé la réunion.

Participants:

- Membres du parlement européen
- Pays du Sud de la Méditerranée
- Parlements nationaux des pays de l'UE
- Les fonctionnaires de la Commission européenne
- Président de la commission: M. Ali ERÇOŞKUN, membre de la Grande Assemblée nationale de Turquie
- Secrétaire général de l'UpM: M. Fathallah SIJILMASSI
- Vice-président de la Commission: Brice Hortefeux, membre de l'EP-France
- Vice-président de la Commission: M. Antonio D'ALI, membre du parlement de l'Italie
- Vice-président de la commission : Mr. Ouadia BENABDELLAH, Chambre des représentants du Royaume du Maroc
  
- Members of the committee: **ALGERIE:** Mahdjoub BEDDA, Soumia BELLA EPOUSE CHIA, Abdelkader ZAHALI, Abdelkader ZEROUKI, **AUTRICHE:** Reinhold LOPATKA, **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:** Ondrej BENESIK, **PE:** Tiziana BEGHIN (Italie), Michela GIUFFRIDA (Italie), Calvet Chambon ENRIQUE (Espagne), Nicolas BAY (France), **ESTONIE:** Imre SOOAR, **ALLEMAGNE:** Heinz-Joachim BARCHMANN, **HONGRIE:** Lajos KEPLI, **JORDAN:** Rodina ALATTI, **LETTONIE:** Karlis SERZANTS, **LUXEMBOURG:** DALLOGNOL, **MAROC:** Hakima FASLY, Fatna EL-K'HIEL, Mohamed ADAB EZGARI, **PORTUGAL:** Eduardo CABRITA, **SLOVENIE:** Suzana LEP SIMENKO, **SUEDE:** Adnan DIBRANI, **TURQUIE:** Assoc.Prof.Zeynep Armağan USLU, Nevzat PAKDİL, İdris ŞAHİN, **CESE:** Edgardo Maria IOZIA.

La réunion de la commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation dont le président est M. Ali ERÇOŞKUN, de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), a eu lieu le 26 janvier 2015 à Barcelone.

Fathallah Sijilmassa, le Secrétaire général de l'UpM, lors de son discours d'ouverture, a souligné que l'UpM réunissait les pays par le biais des projets et que la mission était d'améliorer la synergie et la coordination entre les pays méditerranéens. Il a ajouté que pour cet effet, il y avait 29 projets en cours et que 6 réunions de ministres entre les années 2013-2014 et 60 activités auxquelles trois mille locuteurs ont participé avaient été organisées. Il a dit que malgré tout ce travail, la coopération n'était pas encore atteinte au niveau souhaité; que la région méditerranéenne était la région la moins intégrée dans les problèmes mondiaux tels que l'économie, le commerce, la concurrence et le changement climatique. M. Sijilmassa a déclaré que le 20e anniversaire du Processus de Barcelone serait célébré et une réunion des présidents de parlement serait organisée lors de la présidence portugaise de l'AP-UpM en 2015. Il a dit qu'il espérait, par cette occasion, que l'organisation prenait certaines décisions politiques sur les objectifs à venir. De plus il a souligné que les attaques terroristes en France étaient une épidémie de la maladie qui se répand et que des décisions urgentes doivent être prises.

M. Ali Ercoşkun, président de la commission et député de Bolu, a souligné que si les membres de l'AP-UpM avaient des informations plus détaillées sur les projets mis en œuvre par l'UpM, le niveau de réussite de ces projets seraient augmentés. M. Ercoşkun a dit que les crises apparues après le printemps arabe, avaient affecté négativement la stabilité dans la Méditerranée, la région connue comme la région de paix ; et il a ajouté qu'anéantir les conflits en Syrie, les attaques terroristes de DAESH, la situation difficile en Palestine, les troubles civiles en Libye et dans les autres pays, était le but commun de tous les parlementaires de l'AP-UpM.

Il a souligné qu'alors que la Turquie qui est l'un des pays les plus influencés par la crise dans la région et qui partage 900 km de frontières terrestres avec la Syrie, dépensait 5,5 milliard de dollars pour les besoins alimentaires, les besoins d'éducation, de santé et de logement des 1,7 million de Syriens qui sont accueilli actuellement en Turquie, il n'y avait presque pas d'aide de la communauté internationale. Il a déclaré que le problème d'intégration était apparu plus nette après avoir vu que les attaquants de Charlie Hebdo sont nés et grandis en France et que les parlementaires devaient travailler plus efficace pour résoudre ce type de problème. De plus, il a ajouté que les morts en France, en Palestine ou en Syrie ne devaient pas être considérée comme différentes de l'autre ; que Le Conseil de sécurité des Nations unies et autre organisations devaient prendre l'initiative pour résoudre les problèmes dans la région. Après l'approbation de l'ordre du jour de la réunion et de procès-verbal de la réunion précédente par les membres, on a eu passé à la Première session qui est "L'amélioration et le renforcement de la coopération avec le Secrétariat de l'UpM".

Ouadi Benabdellah, le vice-président de la commission, a déclaré qu'on pourrait construire l'avenir tous ensemble avec projets en cours de l'UpM et dans cet effet il était important de renforcer la coopération. Rodina Alata, a dit que des réfugiés syriens créaient une grande pression sur le marché du travail et les systèmes d'éducation et de santé et dans ce cadre que le Parlement jordanien avait pris un certain nombre de décisions économique et social. Il a noté

qu'afin de trouver une solution aux problèmes dans le domaine d'éducation, il avait effectué des entretiens avec l'ambassade française à Amman.

Après la revendication de M. Ercoskun sur les projets de migration effectués, le Président du Comité, SG Sijilmasi, a précisé que la Jordanie qui est co-président de AP-UpM est l'une des plus importants pays de la Méditerranée et qu'il y a des projets importants au domaine éducatif qui sont en vigueur en Jordanie. Il a ajouté que même si ces projets ne sont pas directement liés aux immigrants, on peut lancer des projets spéciaux pour eux et qu'ils sont toujours prêts à soutenir la Jordanie.

Député au Parlement Portugais Eduardo Cabrita a souligné qu'il y a des changements importants dans la région et qu'il y a une situation très différente en Syrie, Libye et en Egypte depuis les cinq dernières années. Il a ajouté que l'avenir de l'Union Européen qui est un projet de paix et durabilité est en voie de disparition à cause des problèmes économiques. M. Cabrita dans son discours, a dit qu'il faut bien examiner l'immigration, le terrorisme et le développement social pour mieux comprendre les raisons de la radicalisation. Antonio D'ali Vice-Président du comité a remarqué que l'Union Européen n'a pas pu prendre une position commune sur l'immigration mais qu'il a pu prendre des décisions spéciales concernant certaines régions. Il a ajouté qu'il faut discuter pour améliorer l'accès et l'usage des ressources sur l'immigration de l'UE par AP-UpM.

Le Secrétaire Général Sijilmassi a remarqué que l'un des co-présidents de PA-UpM est la Commission Européenne et que l'on peut dire que les travaux sur l'immigration faites par l'UE et AP-UpM sont bien coordonnés. Il a ajouté que le problème d'immigration n'influence pas seulement l'UE mais aussi les membres de l'AP-UpM. Il a souligné que ce problème doit être examiné avec toutes ses dimensions à partir de la sécurité.

Mme. Fatna El-k'hil Sijilmassi, député du Parlement Marocain qui a pris la parole sur la mise en œuvre des projets et l'amélioration de l'intégration et la coopération a remarqué que le processus de coopération qui a commencé avec le Processus de Barcelone en 1995 est liée à une déclaration qui n'a pas eu aucun amendement depuis 1995. Elle a précisé que malgré qu'on sache bien les résultats positifs économiques, sociaux et politiques de l'intégration, leur taux d'intégration est très bas en comparaison avec celles des régions MERCOSUR et l'Afrique Subsaharienne. Elle a ajouté que le projet de Fez avec la coopération de l'université de la Méditerranée est très important à cet égard.

Tiziaana Beghin du Parlement Européen, a réitéré l'importance de l'intégration et de la coopération.

Les députés d'Algérie Bedda et Zahali, ont souligné que l'Algérie a 200 km. de frontière avec Mali, Nigeria et Libye et que les immigrants d'origine de ces pays et le vide sécuritaire aux frontières sont des grands problèmes pour leur pays. Ils ont ajouté qu'ils ont signé un accord de réadmission avec Mali et que la situation actuelle ne permet pas l'adoption d'un tel accord avec la Libye. Dernièrement, ils ont remarqué que l'Algérie a besoin de soutien pour qu'elle puisse surmonter ces problèmes.

La Présidente de la Délégation Turque au sein de l'AP-UpM, Mme. Zeynep Karahan USLU a mentionné qu'elle n'est pas à l'aise avec les discours symboliques au cours de ce type de réunions, que la tragédie humanitaire en Syrie est seulement discutée d'une manière

inefficace au sein de l'Union Européenne. Elle a ajouté qu'elle a visité Paris avec le Premier Ministre de Turquie pour condamner l'attentat contre Charlie Hebdo et que c'est très important de prendre une position commune contre le terrorisme. Mme. Uslu a ajouté qu'elle veut savoir pourquoi le monde ne réagit pas de la même manière contre les autres actes terroristes comme le massacre de 2000 personnes en Nigeria et la tragédie Syrienne. Elle a précisé que les pays européens évitent d'envisager la réalité Syrienne, la plus part de fardeau est sur le dos de la Turquie, la Jordanie et du Liban. Elle a demandé aux membres du comité de faire des efforts pour qu'on puisse prendre des décisions concrètes à cet égard.

M. Nevzat Pakdil, membre du comité a confirmé le discours de Mme. Uslu et ajouté que le monde appartient l'humanité tout entière et qu'il doit être un monde juste. Il a précisé que depuis le début de la crise Syrienne, le nombre d'immigrant acceptés par l'Europe dans 4 ans est plus moins que le nombre d'immigrants acceptés par la Turquie dans 3 jours de la région Ayn-Al Arab. M. Pakdil a remarqué que la communauté internationale a réagi contre les homicides

effectués par les armes chimiques en Syrie, mais ceux qui sont faites par les armes conventionnelle ne peuvent aboutir qu'être sujet des courriers et des discussions.

M. Pakdil en donnant l'exemple de l'attentat de Paris, a précisé l'importance de prendre une position solitaire et a souligné la nécessité de prendre la même position pour tous les événements similaires. A la fin de son discours il a dit qu'il faut prendre des décisions concrètes et sérieuses pour terminer les tragédies en Iraq et en Syrie.

Député de l'Estonie Sooaar, a précisé qu'il y a une augmentation importante à la traite des êtres humains et qu'on a commencé à pratiquer la migration illégale avec des grands bateaux de cargo. Il a ajouté que les événements vécu en Ukraine n'est pas considéré comme une guerre par l'union Européenne mais qu'il existe une guerre entre l'Ukraine et la Fédération de Russie et que plus de 5000 personnes sont morts et plusieurs sont déplacés depuis le début de la crise. Il a remarqué l'union Européenne agit lentement contre ces conflits à cause de sa structure.

Député de Slovénie Suzana Lep Simenko, a remarqué qu'EMUNI (Université Euro-Méditerranéenne de Slovénie) va lancer un projet de master de 2 ans et qu'il a acquis des fonds de l'UE Horizon 2020. Elle a demandé la continuation de la contribution de l'AP-UpM à ce projet.

Député du Parlement Européenne, Michela Giuffrida a remarqué qu'elle est à l'aise avec la coopération de l'AP-UpM et que l'on peut suivre un politique efficace sur la migration. A cet égard, elle a ajouté que les pays doivent suivre un politique plus efficace en prenant plus de responsabilité.

Le Président du Comité, M. Ercoskun a remarqué que les Secrétaires Général Adjoint effectuent des visites aux pays membre de temps en temps et a souligné qu'ils sont prêts à faire des contributions une fois qu'ils sont aux courants de ces visites.

**GS Sijilmassi:** Tout le monde doit également assumer sa responsabilité de résoudre les problèmes en Méditerranée. Malheureusement, il est actuellement compris le politique voisinage lorsqu'il est appelé méditerranéenne à Bruxelles. Mais il est temps de voir le méditerranéenne, non seulement comme le voisin. Il est un centre en même temps. On dit que

l'UpM ne fonctionne pas. UpM est la seule organisation qui rassemble toutes les parties prenantes comme les politiciens les bureaucrates, les experts, les représentants d'ONG et les professeurs d'université de la région. Il est dans les mains de ses membres d'accroître l'efficacité de l'UpM.

Le représentant de l'Espagne (Centre des migrations internationales) Jesus Herrera, a fait une présentation lors de la deuxième session de la réunion du Comité. Selon lui, 21ème siècle est le début en termes de mobilité humaine et la migration et dans la période à venir, la mobilité sera doublée et cette situation sera ouvrir la porte aux conséquences démographiques, sociales et économiques. Si bien géré, l'immigration contrôlée et légale, on peut conduire à des résultats positifs. Après les crises, il est difficile de l'administration de la migration forcée et si des progrès dans l'éducation et l'emploi, sera réduit de migration des pays africains vers l'Europe.

Selon les recherches de l'OCDE, la majorité des migrants qui sont employés, a besoin d'une formation supplémentaire. Dans les données de l'OCDE montre que 30% des immigrants européenne l'entreprise a embauché par multinationales employées. L'OIM en 2014 IRIS (Système international intégrité recrutement) a lancé un système d'emploi dans le secteur public et le secteur privé est donc une politique d'immigration en ligne avec les besoins des pays d'accueil des immigrants ont dit qu'ils essayaient d'aider l'établissement. 2013 à ce jour avec des cours de formation, lancé dans 50 pays ont reçu un total de 41 000 immigrés à l'éducation, le Maroc, l'Egypte, et est soutenu par des centres de recherche d'immigrants établies par l'Union européenne en Tunisie, ainsi que les réseaux sociaux ont été créés pour les immigrés, que les mesures coercitives pour réduire les risques d'entrée de moyens juridiques pour l'Europe, elle facilite également le travail des trafiquants d'êtres humains, avec le règlement (Règlement Dublin) Dublin a déclaré que le syndicat a tenté de fournir la législation sur les réfugiés dans les pays de l'UE.

Législateurs Parlant dans la section de discussion, la nécessité d'une coopération accrue en matière de migration, l'immigration incontrôlée afin que l'intégration crée un problème qui mène à la radicalisation, la migration de débattre la liberté de mouvement est, ne peut pas être ignoré droits humains fondamentaux tels que la dignité humaine, à court et politiques à long terme doivent être séparés les uns des autres, la migration essentiellement économique est un mouvement social qui crée actifs qui transportent importance du traitement humain pour les immigrants illégaux, finalement, ils ont été les victimes de la criminalité organisée ces

personnes, les projets éducatifs tels qu'Erasmus est des fonctions importantes dans l'autre pour connaître et comprendre, la conversion à investir dans les gains des pays d'immigrants qui contribuent à l'économie des pays d'émigration, les immigrants et que les demandeurs d'asile doivent être séparés les uns des autres, dès que possible pour les réfugiés à prendre des mesures d'urgence qui ont exprimé qu'il installe aussi une responsabilité particulière non seulement dans les pays voisins.

Président du Comité M. Ercoşkun : 4 ans dans les pays de l'UE, tandis que 130 mille immigration, de Kobani en Turquie a seulement souligné que 180 000 personnes ont émigré dans les 2 jours.

Vice-président Antonio D'Ali : cette décision doit être prise des recommandations, en tirant une feuille de route, pour leur permettre de venir en Europe légalement méthodes ont dit qu'il devrait y avoir.

Enrique Calvet Chambon du Parlement Européen, a déclaré que la migration depuis le côté positif des effets secondaires négatifs l'emporte sur de nombreux pays, l'immigration rapide et incontrôlée qui ont commencé les problèmes économiques et sociaux, a déclaré que menacent la sécurité intérieure. Il a affirmé la nécessité pour la préparation du bilan.

Dans le même temps, les demandeurs d'asile et des migrants sont aujourd'hui étroitement liés, en fait, a souligné l'importance de la distinction entre eux.

IEMed politiques socio-économiques Directeur de l'Unité Javier Albarracin, "la protection et l'encouragement des investissements en Méditerranée" dans sa présentation à la troisième session intitulée; la crise économique dans la région méditerranéenne de l'UE dans le sud des investissements qui reflète négativement essentiellement qui est aussi d'une grande importance pour la protection des investissements existants pour attirer de nouveaux investissements en Europe la logistique en général, la flexibilité et dit qu'il préfère investir dans les pays voisins pour des raisons telles que la proximité. Notamment le textile, l'agro-industrie et les sites de production, principalement en Afrique du Nord que pièces détachées automobiles, vous déplacer en dehors de l'UE, malgré les difficultés économiques rencontrées ces dernières années actuelle étrangère investissement étranger de la Méditerranée (IDE) a dit qui a réussi à maintenir la quantité. Turquie, l'Inde, l'Arabie ailleurs que l'augmentation des investissements dans la région par les pays en développement comme la Chine, l'Arabie, le

Qatar et les investissements comme le Koweït qui jouent également un rôle en fonction du Golfe, transparent, a déclaré la date et des statistiques économiques fiables et un système juridique fiable, l'investisseur est incitations cruciales. ISMED (sécurité investissement en Méditerranée), un type d'investissement pour des projets dans la région qui a vu la fonction d'assurance, a déclaré que la diaspora est une importante valeur ajoutée en termes d'expliquer l'attractivité économique du pays.

Les députés qui se sont exprimés dans la section de discussion, l'investissement de l'Europe est généralement effectuée dans le but de fournir du travail pas cher et que fournissent beaucoup de valeur ajoutée. Ces placements doivent être régis par la formule win-win, a également déclaré qu'il serait bénéfique aux deux côtés du transfert aux pays en développement de pays de la industrie moderne avancés. Il a déclaré que la zone euro-méditerranéenne de la politique des visas est devenue si inaccessible

Rodina Alatti, notant l'importance de l'investissement, a déclaré que le Parlement devrait faire pour la promotion de l'investissement dans la nouvelle législation. En particulier, la nécessité de promouvoir la région arabe, a déclaré que le projet devrait être produit. Juste un comité axé sur cette question a présenté une proposition pour l'établissement.

Vice-président Benabdellah, en raison de problèmes avec des visas indiquant que l'investissement est allé au nord, il voulait faire des propositions spécifiques et concrètes. Dans des questions spécifiques, il a dit que la mise en place de plateformes régionales.

Président du Comité M. Ercoşkun la FEMIP dans le bassin méditerranéen (Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat) est effectuée projets utiles ont exprimé la nécessité d'augmenter le nombre d'entre eux. Il a remercié GS Sijilmassi.

L'Assemblée générale se tiendra à Lisbonne en mai 2015 pour le rapport devant être établi avant la réunion a été prié de transmettre les vues des membres du Comité jusqu'au 15 Mars 2015.